

Les subsides

Le 6 mai, trois semaines exactement avant la décision de ne pas admettre l'appel des producteurs de gaz naturel, le président Reagan a soutenu, parmi ses recommandations au Congrès au sujet des problèmes d'énergie et de sécurité nationale relatifs aux niveaux d'importation de pétrole, qu'il se souciait notamment de «faire comprendre aux alliés des États-Unis l'importance de constituer des réserves». Il allait s'y employer aux réunions ministérielles de l'Agence internationale de l'énergie et au Sommet économique de Venise. Ainsi donc, le président des États-Unis tâchera de convaincre ses alliés, dont le Canada, de l'importance de stocker l'énergie, le pétrole en particulier, afin que les États-Unis puissent s'en approvisionner.

Or en même temps il ne tient aucun compte de la souveraineté même du Canada en matière énergétique; le gouvernement a beau lancer des appels à maintes reprises, il le fait d'une façon terne, par une petite lettre où il le prie d'avoir l'obligeance, s'il en a le temps, d'examiner la situation, sans insister sur le caractère d'urgence que revêt cet examen et que les Canadiens veulent lui voir accorder. Ça ne peut continuer ainsi. Ça ne fait qu'empirer.

L'autorité du Canada à l'égard de ses partenaires commerciaux, et des États-Unis en particulier, décline rapidement. Nous faisons constamment ce que les États-Unis exigent de nous dans le but de conclure un accord de libre-échange. Un tel accord serait bien si on pouvait l'obtenir sans donner le pays en échange. Dans le discours qu'il prononçait à New York en décembre 1984 devant l'Economic Club, le premier ministre a déclaré que le Canada était prêt à faire des affaires. Mais comme l'a déclaré l'honorable chef de l'opposition (M. Turner), le Canada n'est pas à vendre.

Il semble qu'à l'étranger, on ait l'impression que le Canada est constamment à vendre. Chaque jour nous en apporte des preuves, qu'il suffise de mentionner le traitement que nous réservent de soi-disant amis comme les États-Unis, la prise de contrôle d'entreprises comme Cadillac-Fairview, dont l'achat pour 2,7 milliards de dollars par une entreprise de Chicago est imminent, et la vente de Dome Petroleum à Amoco Canada, filiale à part entière d'Amoco Corporation de Chicago. Nous ne pouvons pas laisser durer cette situation si nous voulons signer un accord de libre-échange parce qu'au train où vont les choses, nous n'aurons plus rien à offrir dans un tel accord.

En fin de semaine, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources se disait très favorable à la proposition d'Amoco d'offrir des actions aux Canadiens mais nous ne connaissons pas les détails de cette offre. Nous savons que d'autres entreprises ayant signé un accord de confidentialité avec Dome Petroleum ne peuvent pas présenter de nouvelles offres. Apparemment, ce dossier évolue selon le bon vouloir du gouvernement américain. On nous dit à la Chambre qu'en faisant de telles déclarations, nous exprimons un sentiment antiaméricain. Mon parti n'est pas antiaméricain mais procanadien. Le gouvernement devrait prendre modèle sur nous. Il est censé défendre les intérêts du Canada non pas seulement pour l'immédiat, mais aussi pour les générations futures. Il ne faut pas brader nos intérêts aux États-Unis ni à aucun autre pays. Nos ressources doivent profiter à tous les Canadiens et je prie le gouvernement, pour une fois, de défendre les droits des Canadiens jusqu'au bout.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Questions ou commentaires? Reprise du débat.

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame la Présidente, j'ai écouté avec grand intérêt les points de vue exprimés par l'honorable député de Cape Breton—The Sydneys (M. MacLellan).

Je remarque que le député a pris garde, dans l'énoncé de son point de vue, de ne pas mentionner les conséquences dévastatrices que les politiques du parti libéral en matière d'énergie et d'investissement avaient eu sur l'économie canadienne, en particulier dans l'Ouest du Canada.

Madame la Présidente, chacun dans cette Chambre sait très bien que sous le régime du Programme énergétique national, le gouvernement précédent, le gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau, a réussi à soustraire des milliards de dollars d'investissements dans l'économie de l'énergie.

Chacun se rappelle les dommages causés à la réputation du Canada dans la Communauté internationale d'investissements, dommages qui résultent des barrières protectionnistes et discriminatoires érigées contre nos amis et alliés du monde occidental.

Personne ne peut oublier la profonde aliénation régionale de l'Ouest canadien, favorisée par l'équité de cette politique.

• (1130)

[Traduction]

Nous ne connaissons que trop bien le préjudice énorme que le Programme énergétique national a causé à notre pays. Ce programme, a eu pour conséquence directe de faire perdre au Canada des milliards de dollars d'investissements possibles. Combien de nouveaux emplois auraient pu être créés, combien de nouveaux forages, de nouvelles prospections et d'exploitations aurait-on pu effectuer avec ces milliards? Nous ne le saurons jamais.

A cause du Programme énergétique national, on estime que 10 milliards de dollars ont été perdus pour le secteur pétrolier à cause de l'impôt sur les revenus pétroliers. Le IRP, on le sait, était l'un des principaux éléments du PEN. Nous ne saurons jamais ce qu'on aurait pu réaliser avec ces 10 milliards de dollars qu'on a subtilisés aux sociétés pétrolières par suite du Programme énergétique national.

[Français]

L'honorable député allègue que le gouvernement n'a pas été en mesure de protéger la souveraineté canadienne et l'indépendance économique. Madame la Présidente, rien ne peut être plus loin de la réalité.

Le député déclare que le gouvernement a adopté une approche complaisante en vue de permettre une prise de contrôle étrangère sur les sociétés et les ressources naturelles du pays. Ce n'est évidemment pas le cas. L'approche de ce gouvernement n'est pas une approche maladroite et inflexible à l'image de celle du gouvernement précédent, mais elle est souple, elle cherche à favoriser un équilibre entre les nouveaux investissements désirés, la promotion de l'exploration et de la mise en valeur de l'industrie pétrolière et gazière et la protection de nos gains en matière de canadianisation.